



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

# CONSTRUCTION D'UNE SALLE POLYVALENTE COMMUNE DE ST ANDRÉ GOULE D'OIE

Marché à procédure adaptée passé en application des articles L. 2123-1 1° et R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la Commande Publique

#### N° DE MARCHÉ

2	0	2	4	1	0	0	2
---	---	---	---	---	---	---	---

#### MAIRIE DE ST ANDRÉ GOULE D'OIE

13 Rue de la Madone  
85250 ST ANDRÉ GOULE D'OIE

Tel : 02 51 42 60 61

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	4
1.1 - OBJET DU CONTRAT	4
1.2 - DECOMPOSITION DU CONTRAT	4
1.3 - VARIANTES	4
1.4 – ORDRE DE SERVICE	4
1.5 – SOUS-TRAITANCE	5
1.6 – FORME DE NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE	5
1.7 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	5
1.8 – MODIFICATION DU MARCHÉ	6
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES	6
2.1 – PIECES PARTICULIERES	6
2.2 – PIECES GENERALES	6
ARTICLE 3 : INTERVENANTS	7
3.1 – MAITRISE D’ŒUVRE	7
3.2 – CONTROLE TECHNIQUE	7
3.3 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	8
ARTICLE 4 : PRIX	8
4.1 – CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	8
4.2 - CONTENU DES PRIX - MODE D’EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES	8
4.2.1 – PRIX DU MARCHÉ	8
4.2.2 - AUTORISATIONS D’EXERCER ET PIÈCES JUSTIFICATIVES	9
4.4.3 - PRESTATIONS FOURNIES GRATUITEMENT À L’ENTREPRISE	9
4.3 – VARIATION DANS LES PRIX	9
4.3.1 - MOIS D’ÉTABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ MO	9
4.3.2 - MODALITÉS DES VARIATIONS DES PRIX	9
4.3.3 - CHOIX DES INDEX DE RÉFÉRENCE	10
4.3.4 - VARIATIONS PROVISOIRES	10
4.3.5 - VARIATIONS DES FRAIS DE COORDINATION	10
ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTE	10
5.1 – DECOMPTES ET ACOMPTES MENSUELS	10
5.2 - ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENT	11
5.3 – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	11
5.4 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	12
5.5 - PAIEMENT DES COTRAITANTS	12
5.6 - PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	13
5.7 – APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	13
5.8 - DEPENSES DIVERSES SUR COMPTE PRORATA	13
5.9 - TRAVAUX NON PREVUS	13
ARTICLE 6 : DELAI D’EXECUTION	13
6.1- DELAI GLOBAL D’EXECUTION DES TRAVAUX	13
6.2- DELAI D’EXECUTION	14
6.3- CALENDRIER PREVISIONNEL ET DETAILLE D’EXECUTION	14
6.3.1 - CALENDRIER PRÉVISIONNEL D’EXÉCUTION	14
6.3.2 - CALENDRIER DÉTAILLÉ D’EXÉCUTION	14
ARTICLE 7 : GARANTIE FINANCIERE	15
ARTICLE 8 : AVANCE	15
ARTICLE 9 : CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS	15
9.1 – CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	15
9.2 – IMPLANTATION DES OUVRAGES	15
9.3 – PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	16

9.3.1 – ÉTAT DES LIEUX – CONSTAT D’HUISSIER	16
9.3.2 – PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D’EXECUTION DES TRAVAUX	16
9.3.3 – SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	16
9.3.4 – REGISTRE DE CHANTIER	17
<b>9.4 - PLANS D’EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ETUDES DE DETAIL</b>	<b>18</b>
<b>9.5 – INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER</b>	<b>18</b>
9.5.1 - INSTALLATION DE CHANTIER	18
9.5.2 - EMPLACEMENTS MIS À DISPOSITION POUR DÉBLAIS	18
9.5.3 – SIGNALISATION DE CHANTIER	18
<b>9.6 – DISPOSITIONS PARTICULIERES A L’ACHEVEMENT DU CHANTIER</b>	<b>18</b>
9.6.1 – GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	18
9.6.2 – REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	18
9.6.3 – DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	19
<b>9.7 – CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX</b>	<b>19</b>
9.7.1 – ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	19
9.7.2 – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION	19
9.7.3 – ÉPREUVES CONCLUANTES	19
ARTICLE 10 : GARANTIE DES PRESTATIONS	19
<b>10.1 - DELAI DE GARANTIE</b>	<b>19</b>
<b>10.2 - GARANTIES DE PARFAIT ACHEVEMENT</b>	<b>19</b>
<b>10.3 - GARANTIES DECENNALE</b>	<b>20</b>
<b>10.4 - GARANTIES BIENNALE DE BON FONCTIONNEMENT DES ELEMENTS D’EQUIPEMENTS</b>	<b>20</b>
<b>10.5 - GARANTIES PARTICULIERES</b>	<b>20</b>
<b>10.6 – AUTRES GARANTIES PARTICULIERES – GARANTIE CONTRE LES DOMMAGES CAUSES AUX TIERS</b>	<b>20</b>
ARTICLE 11 : PENALITES	21
<b>11.1 - PENALITES POUR RETARD</b>	<b>21</b>
<b>11.2 - PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE</b>	<b>21</b>
<b>11.3 – AUTRES PENALITES SPECIFIQUES</b>	<b>21</b>
11.3.1 – ABSENCE AUX REUNIONS DE CHANTIER OU DE COORDINATION	21
11.3.2 – RETARD AUX REUNIONS DE CHANTIER OU DE COORDINATION	21
11.3.3 – DEFAUT DE NETTOYAGE	21
11.3.4 – GESTION DES DECHETS	21
11.3.5 – RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENT	21
11.3.6 – REPLIEMENT DES INSTALLATIONS ET REMISE EN ETAT DU CHANTIER	22
11.3.7 – NON-EXECUTION DES TRAVAUX LIES A LA RECEPTION DES RESERVES	22
11.3.8 – RETARD DANS LES DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	22
ARTICLE 12 : ASSURANCES	22
ARTICLE 13 : RESILIATION DU CONTRAT	22
<b>13.1- CONDITIONS DE RESILIATION</b>	<b>22</b>
<b>13.2- REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE</b>	<b>22</b>
ARTICLE 14 : REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	23
ARTICLE 15 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	23
ARTICLE 16 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	23

## **ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT**

---

### **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

LA CONSTRUCTION D'UNE SALLE POLYVALENTE

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

### **1.2 - Décomposition du contrat**

Les travaux sont répartis en **15** lots :

1	Voirie et réseaux divers
2	Gros-Cœuvre
3	Charpente bois –Bardage bois
4	Étanchéité membrane PVC
5	Bardage métallique – Métallerie – Serrurerie
6	Menuiserie extérieure aluminium
7	Menuiserie intérieure bois – Parquet
8	Cloison isotherme
9	Cloisonnement – Plafond – Isolation
10	Plafond suspendu
11	Carrelage – Faïence
12	Peinture
13	Nettoyage
14	Électricité CFO-CFA
15	Chauffage – Ventilation – Plomberie - Sanitaires

### **1.3 - Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **1.4 – Ordre de service**

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service seront écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire devra en accuser réception datée.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.8.1 du C.C.A.G. TRAVAUX, il est précisé :

- Seront signés par le maître d'ouvrage l'ordre de service général prescrivant le commencement des travaux ainsi que tous les ordres de service pour des travaux de caractère général susceptibles d'entraîner une modification, soit en plus, soit en moins du montant de chaque marché et/ou une incidence sur le déroulement des travaux.

En conséquence, tous travaux supplémentaires ne pourront être exécutés qu'après accord écrit du maître de l'ouvrage, de même que toutes les modifications techniques n'entraînant aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant des marchés conclus, ni même sur les délais.

Par dérogation aux dispositions de l'article 30 du C.C.A.G. TRAVAUX, il est précisé que tous les changements dans les dimensions ou les caractéristiques des ouvrages ne peuvent être acceptés qu'après l'accord du maître d'ouvrage.

### **1.5 – Sous-traitance**

En complément des dispositions des articles R. 2193-3 et suivants du Code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article Résiliation du marché aux torts du titulaire ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

### **1.6 – Forme de notifications et informations au titulaire**

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement

### **1.7 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

### **1.8 – Modification du marché**

Le marché peut être amendé par décisions unilatérales du pouvoir adjudicateur ou par la conclusion de modifications du marché dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 2 : PIÈCES CONTRACTUELLES**

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché, dont seuls les originaux conservés dans les archives du Maître d'ouvrage font foi, sont les suivantes, et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité et pour chaque lot :

### **2.1 – Pièces particulières**

- L'acte d'engagement (AE) et leurs annexes (propre à chaque lot) ;
- Les avenants postérieurs à la notification du marché
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes, commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) (propre à chaque lot) ;
- Le cadre de mémoire technique
- Les pièces techniques communes à tous les lots :
  - Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
  - Le rapport initial de contrôle technique
  - Les plans et éléments graphiques dont la liste est annexée au CCTP ;
- L'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP (arrêté, avis, notice accessibilité, notice sécurité incendie) ;
- Le planning général prévisionnel de l'ensemble de l'opération
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

### **2.2 – Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation ;
- Les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents cités ;
- Les normes françaises AFNOR édictées par le CSTB ;
- Les fascicules interministériels applicables aux marchés de travaux de génie civil et de travaux de bâtiment ;
- Les règles et règlements généraux et locaux des services concédés ;
- Le code du travail titre 3 « Hygiène, sécurité et conditions de travail » ;

- La réglementation pour l'accessibilité des personnes handicapées physiques dans les établissements recevant du public (ERP)
- Les règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, arrêtés 25.680 et textes subséquents
- Les normes et réglementation en vigueur
- Ainsi que l'ensemble des normes citées dans les CCTP

*Nota : Il s'agit d'une liste non exhaustive, le titulaire devra se conformer à toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur*

## **ARTICLE 3 : INTERVENANTS**

---

### **3.1 – Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**FRENESIS**  
**ARCHITECTE**  
**29 Rue du Docteur Daroux**  
**85420 MAILLEZAIS**

**FRENESIS est mandataire solidaire du groupement conjoint :**

- ✧ **BET Structures :** **IDRB STRUCTURES – 91 Rue Jacques-Yves Cousteau – 85000 MOUILLERON LE CAPTIF**
- ✧ **BET Fluides et énergies :** **KYPSELI – 19 Rue Ste Radegonde – 85530 LA BRUFFIÈRE**
- ✧ **Économiste de la construction :** **7MOE – 57 Rue du Maréchal Lyautey – 85000 LA ROCHE SUR YON**
- ✧ **BET Acoustique :** **ACOUSTEX ING. – 25Bis Rue Alsace Lorraine – 79000 NIORT**

La mission du maître d'œuvre est une mission COMPLÈTE

### **3.2 – Contrôle technique**

Le contrôle technique est assuré par :

**SOCOTEC**  
**43 Rue Benjamin Franklin**  
**85000 LA ROCHE SUR YON**

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

<i>Code</i>	<i>Libellé</i>
L	Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables
HAND	Accessibilité des constructions aux personnes handicapées
LP	Solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
SEI	Sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH
TH	Isolation thermique et économies d'énergie des bâtiments autres qu'à usage d'habitation

### **3.3 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé**

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par :

MSB  
BP 60 211  
85106 LES SABLES D'OLONNE Cedex

## **ARTICLE 4 : PRIX**

---

### **4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global et forfaitaire pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### **4.2 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

#### *4.2.1 – Prix du marché*

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis comme suit en tenant compte :

- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots objet du marché ;
- que sont réputés inclus dans le prix du marché, les dépenses, frais et marges prévus au 9.1 du CCAG-Travaux ; les accords internes entre entreprises, en cas de groupement, devront régler leur répartition éventuelle et leur modalité de gestion ;
- de toutes sujétions nécessaires à la levée des réserves formulées par le contrôleur technique dans son rapport initial ;
- de la réglementation du Code du travail en matière de sécurité et de protection de la santé et en particulier des prescriptions ou dispositions prévues dans le Plan Général de Coordination établi par le Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- que les documents joints au dossier de consultation des entreprises représentent l'ensemble des prestations dues par le maître d'œuvre au titre de l'élément PRO, le complément étant dû par l'entrepreneur dans le cadre du prix global et forfaitaire, y compris la synthèse propre à son lot ;
- que l'ensemble des travaux et prestations énumérés dans les documents joints au dossier de consultation des entreprises représentent l'ensemble des prestations dues par l'entrepreneur dans le cadre du prix global et forfaitaire ;
- que les conséquences de défaillances éventuelles des cotraitants ou sous-traitants sont inclus dans les prix du marché ;
- de toutes les plus-values et sujétions résultant de la nature des travaux, de l'emplacement du chantier et l'utilisation des lieux.
- de toutes les indemnités de déplacement, panier, etc... versées aux ouvriers au titre des contrats collectifs.
- des façons et pose à toute hauteur, y compris l'entretien des échafaudages mis en place.
- du nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux et l'enlèvement de tous les débris et gravats,
- de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement



#### *4.2.2 - Autorisations d'exercer et pièces justificatives*

Par dérogation à l'article 31-3 du C.C.A.G TRAVAUX., l'entrepreneur concerné doit se mettre en rapport avec tous les Services intéressés et en obtenir les autorisations et tous les renseignements utiles pour l'exécution de ses travaux. Il doit se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services et organismes désignés par eux (Consuel par exemple) et doit fournir tous les documents et toutes les pièces justificatives demandées.

Il doit :

- obtenir tous les accords nécessaires, tant pour les installations extérieures que pour les installations intérieures ;
- transmettre au maître d'œuvre, tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de ces contacts et qui concernent, soit la construction, soit l'exécution des travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations ;
- obtenir tous les certificats de conformité nécessaires et régler tous les frais nécessités par les opérations de contrôle ou de vérification ;
- signaler aux services intéressés et dans les délais réglementaires les dates de commencement et d'achèvement de chacune de ses interventions.

L'entrepreneur concerné doit, au moment opportun et de son propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir en temps voulu, la mise en service des installations. Il doit enfin, se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le maître d'ouvrage et les remettre aux services intéressés.

#### *4.4.3 - Prestations fournies gratuitement à l'entreprise*

Sans objet.

### **4.3 – Variation dans les prix**

Les modalités de variation des prix du marché sont les suivantes :

#### *4.3.1 - Mois d'établissement des prix du marché M0*

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondants à la date de remise de l'offre par le titulaire ou de la date de remise de l'offre finale par le titulaire à l'issue de la négociation ; ce mois est appelé « mois zéro ».

#### *4.3.2 - Modalités des variations des prix*

La révision est effectuée par l'application au prix du marché ou du lot considéré d'un coefficient donné par la formule :

$$C = 0.15 + 0.85 (I_{m-3}/I_{0-3})$$

dans laquelle :

- $I_{0-3}$  est la valeur connue de l'index au mois d'établissement des prix M0 moins 3 mois.
- $I_{m-3}$  est la valeur de l'index au mois de révision défini comme étant le mois de facturation moins 3 mois.

Le solde des marchés sera révisé au mois de la date de réception des ouvrages.

#### 4.3.3 - Choix des index de référence

Les index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
1	<b>TP01</b>	Voirie et réseaux divers
2	<b>BT03 (10%)</b> <b>BT06 (90%)</b>	Gros-Œuvre
3	<b>BT16b (23%)</b> <b>BT54 (77%)</b>	Charpente bois –Bardage bois
4	<b>BT53</b>	Étanchéité membrane PVC
5	<b>BT49 (54%)</b> <b>BT42 (46%)</b>	Bardage métallique – Métallerie – Serrurerie
6	<b>BT43</b>	Menuiserie extérieure aluminium
7	<b>BT18a</b>	Menuiserie intérieure bois – Parquet
8	<b>BT01</b>	Cloison isotherme
9	<b>BT08</b>	Cloisonnement – Plafond – Isolation
10	<b>BT08</b>	Plafond suspendu
11	<b>BT09</b>	Carrelage – Faïence
12	<b>BT46</b>	Peinture
13	<b>BT01</b>	Nettoyage
14	<b>BT47</b>	Électricité CFO-CFA
15	<b>BT38 (12%)</b> <b>BT40 (52%)</b> <b>BT41 (36%)</b>	Chauffage – Ventilation – Plomberie - Sanitaires

#### 4.3.4 - Variations provisoires

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune nouvelle révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

#### 4.3.5 - Variations des frais de coordination

Sans objet.

### ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTE

---

#### 5.1 – Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement, sur présentation de la facture correspondante.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

## **5.2 - Acomptes sur approvisionnement**

Les approvisionnements désignent les matériaux, les produits, les composants de construction constitués par le titulaire pour l'exécution des travaux objet du présent marché.

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-Travaux, le titulaire peut inclure les approvisionnements dans les projets de décomptes mensuels. Seuls sont concernés les approvisionnements dont la date de commande est postérieure à la date de notification du présent marché.

Par dérogation au troisième alinéa de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, le montant correspondant aux approvisionnements s'obtient en appliquant un pourcentage au montant du prix forfaitaire concerné ou au montant résultant des quantités du prix unitaire concerné.

Ce pourcentage résulte simplement d'une appréciation de l'entreprise, acceptée ou modifiée par le maître d'œuvre. En cas de modification, le montant des approvisionnements est arrêté sur la base du pourcentage admis par le maître d'œuvre.

A l'appui de tout projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements, le titulaire produit :

- tout document justificatif de la livraison des approvisionnements concernés mentionnant au minimum la date de la commande, la description précise des approvisionnements, les quantités livrées pour l'exécution des travaux objet du marché ;
- les références des prix unitaires ou des prix forfaitaires concernés.

Les approvisionnements ayant fait l'objet d'un acompte restent la propriété du titulaire et leur paiement ne vaut pas acceptation de ces derniers par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire est responsable de leur bonne garde, quel que soit le lieu de stockage, et prend les mesures adéquates pour s'assurer qu'ils ne seront pas endommagés, ni affectés à un autre usage. A défaut, il s'engage à constituer de nouveaux approvisionnements équivalents à ses frais et risques.

## **5.3 – Présentation des demandes de paiement**

L'ensemble des factures électroniques, transmises par le titulaire, le(s) cotraitant (s) et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, sera présenté selon les conditions prévues au sein du décret N° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique et porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries;
4. La date d'exécution des travaux ;
5. La quantité et la dénomination précise des prestations et travaux réalisés ;
6. Le prix unitaire hors taxes des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
7. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
8. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
9. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
10. Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du C.C.A.G-Travaux.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

**Les factures se feront en cumulé.**

Conformément aux articles L2192-1 à L2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le « portail public de facturation » nommé CHORUS Pro via l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>

**L'identifiant SIRET de la maîtrise d'œuvre nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail CHORUS Pro est le suivant : 52506136200022**

**L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail CHORUS Pro est le suivant : 21850196300019**

Avant de déposer leurs factures sur CHORUS, les entreprises doivent impérativement les faire valider au préalable par le Maître d'œuvre. Sans validation préalable les factures seront rejetées.

Il est rappelé que le numéro de SIRET de l'émetteur des factures électroniques déposées sur Chorus Pro doit être identique au numéro de SIRET :

- identifiant le titulaire du marché dans l'acte d'engagement
- identifiant un cotraitant autorisé à présenter directement ses factures en paiement dans l'acte d'engagement
- identifiant un sous-traitant autorisé à présenter directement ses factures dans l'acte spécial de sous-traitance

Dans le cas de facturation émise par un service facturier dont le numéro de SIRET serait différent de celui du titulaire du marché, le numéro de SIRET du service facturier devra être également stipulé à l'article 2 de l'Acte d'engagement et dans l'acte spécial de sous-traitance, le cas échéant. Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### **5.4 – Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **5.5 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

## **5.6 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **5.7 – Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître de l'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

## **5.8 - Dépenses diverses sur compte prorata**

Voir PGC

## **5.9 - Travaux non prévus**

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

# **ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION**

---

## **6.1- Délai global d'exécution des travaux**

Les travaux seront exécutés dans le délai global de 12.5 mois, à compter de la date indiquée dans l'ordre de service général prescrivant le commencement des travaux, ou à défaut à compter de la date de notification de celui-ci.

Ce délai comprend la période de préparation de chantier qui est de 1 mois, la période de travaux (hors intempéries et hors congés), le repliement des installations de la remise en état dans les conditions fixées aux cahiers des clauses administratives particulières. Le démarrage de la période de préparation fera l'objet d'un ordre de service.

L'entrepreneur est tenu de réaliser les travaux dans le délai qui lui est imparti au calendrier qui sera mis au point au début de chantier, pendant la période de préparation.

Les dates d'intervention de chaque entreprise sont indiquées au planning général d'exécution mis au point par le maître d'œuvre pendant la période de préparation visée à l'article 9-3 ci-après, ainsi que les délais partiels impartis.

Chaque entrepreneur est tenu, au cours du délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Il ne peut détourner pour un autre service, sans autorisation écrite du maître d'œuvre, aucun ouvrier, ni aucune partie de matériaux approvisionnés.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le maître de l'ouvrage peut, sur proposition du maître d'œuvre, mettre en demeure l'entrepreneur :

- d'augmenter le nombre d'ouvrier employés par lui sur le chantier ou dans ses ateliers ou usines,
- d'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

## **6.2- Délai d'exécution**

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

## **6.3- Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution**

### *6.3.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution*

Le délai d'exécution propre à chacun des lots s'inscrit dans le délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution.

L'ordre de service prescrivant au titulaire du lot intervenant le premier sur le chantier de commencer l'exécution des travaux lui incombant est porté à la connaissance des entrepreneurs chargés des autres lots.

### *6.3.2 - Calendrier détaillé d'exécution*

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'OPC (ou à défaut le Maître d'œuvre) après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution visé au 4.4.1.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet de travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le Maître d'œuvre à l'approbation de la personne responsable des marchés dix (10) jours au moins avant l'expiration de la période de préparations visée au 9.3 ci-après.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le Maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

D) Le calendrier initial visé en A), éventuellement modifié comme il est indiqué en C), est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

## **ARTICLE 7 : GARANTIE FINANCIERE**

---

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire.

L'original de cette garantie sera envoyé au Maître d'œuvre avec la situation n°1.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## **ARTICLE 8 : AVANCE**

---

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

**L'attribution de cette avance est suspendue à la fourniture d'une garantie à 1ère demande spécifique couvrant l'intégralité de cette avance.**

Le montant de l'avance est fixé à 5.0% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5.0% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation du prix. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0% du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80.0%.

La valeur de remboursement du précompte est calculée au prorata de la différence entre le taux de début et de fin du remboursement, déduction faite d'un précédent remboursement déjà effectué.

## **ARTICLE 9 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

### **9.1 – Caractéristiques des matériaux et produits**

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le CCTP.

L'entreprise procédera aux divers essais et réglages avant réception et produira les documents attestant de la conformité des installations.

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTP et du CCTG seront assurés conformément aux dispositions définies au CCTP.

### **9.2 – Implantation des ouvrages**

Les opérations d'implantation sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le **titulaire du lot concerné**. Le coût de l'implantation est compris dans les prix du contrat.

### **9.3 – Préparation et coordination des travaux**

#### *9.3.1 – État des lieux – Constat d'huissier*

Conformément aux dispositions du CCTP, un constat d'huissier sera réalisé préalablement à toute intervention de travaux.

Ce constat devra mentionner avec le plus de précision possible l'état tant extérieur qu'intérieur des ouvrages existants à l'emplacement de l'emprise du chantier et à ses abords, ainsi que les ouvrages existants avoisinant cette zone, et donc faisant apparaître très clairement et nettement les états des lieux avant travaux. Une attention particulière sera portée sur les voiries.

Cette prestation est à la charge du **titulaire du lot concerné**.

#### *9.3.2 – Période de préparation – Programme d'exécution des travaux*

Il est fixé une période de préparation qui est comprise dans le délai d'exécution des travaux. Sa durée est de 1 mois à compter de la date de l'ordre de service.

Le calendrier d'exécution est élaboré après consultation des entreprises.

Il est procédé, au cours de cette période, conformément aux articles 28.2 et 28.3 du C.C.A.G.-Travaux, aux opérations suivantes :

##### **Par les soins du titulaire :**

- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus au 1er et 2ème alinéa de l'article 28-2 du C.C.A.G.-Travaux.
- Etablissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.94 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.
- Fourniture des éléments tels que demandés au CCTP pour chacun des lots concernés (plans, échantillons, certification...)

##### **Par les soins du coordonnateur pour la sécurité :**

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

#### *9.3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier*

##### **A) Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

##### **B) Autorité du coordonnateur S.P.S.**

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.



### **C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.**

#### *a- Libre accès du coordonnateur S.P.S.*

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

#### *b- Obligations du titulaire*

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

### **D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

### **E) Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

### **D) Obligations du titulaire vis à vis de l'emploi de travailleurs handicapés**

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

#### *9.3.4 – Registre de chantier*

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché.

#### **9.4 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillés sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

#### **9.5 – Installation et organisation du chantier**

##### *9.5.1 - Installation de chantier*

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire de chaque lot, supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier et selon les dispositions définies au CCTP et PGCSPPS.

##### *9.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais*

Les lieux et conditions de dépôt des déblais et excédent sont les suivants : selon les dispositions définies au CCTP et ses annexes et au PGCSPPS.

##### *9.5.3 – Signalisation de chantier*

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière et selon les dispositions définies au PGCSPPS.

#### **9.6 – Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

##### *9.6.1 – Gestion des déchets de chantier*

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets.

Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité conformément aux dispositions réglementaires.

##### *9.6.2 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux*

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

#### *9.6.3 – Documents à fournir après exécution*

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, auquel il est pour partie dérogé :

- pour tous les lots, le titulaire du marché doit fournir en un exemplaire papier, et une version numérique, un dossier conforme exécuté par lui.

En cas de groupement d'entreprises, il appartient au mandataire de rassembler ces documents auprès de ses cotraitants.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis également au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

### **9.7 – Contrôles et Réception des travaux**

#### *9.7.1 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux*

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTP et du CCTG seront assurés conformément aux dispositions définies au CCTP.

#### *9.7.2 – Dispositions applicables à la réception*

Par dérogation à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux (tous lots confondus) ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

#### *9.7.3 – Épreuves concluantes*

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

## **ARTICLE 10 : GARANTIE DES PRESTATIONS**

---

### **10.1 - Délai de garantie**

Le délai de garantie est fixé par l'article 44-1 du CCAG-Travaux.

En application de l'article 42.3 du CCAG-Travaux, pour les travaux ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de la dernière réception partielle hors plantations et ouvrages visés ci-dessus.

### **10.2 - Garanties de parfait achèvement**

Pendant la période de parfait achèvement, les désordres constatés seront signalés par ordre de service ou courrier en recommandé avec accusé de réception du maître d'ouvrage ; l'entreprise concernée devra obligatoirement intervenir dans un délai de 10 jours calendaires à compter de cette notification sauf accord contraire avec le maître d'ouvrage.

Si, passé ce délai, l'entreprise n'est toujours pas intervenue, le maître d'ouvrage pourra faire effectuer les travaux par une autre entreprise de son choix, aux frais et risques de l'entreprise défaillante et ce sans autre mise en demeure.

### **10.3 - Garanties décennale**

La responsabilité de l'entreprise pourra être engagée au titre de la garantie décennale.

Toute personne physique ou morale dont la responsabilité peut être engagée en vertu des articles 1792 à 1792-4 du code civil est responsable de plein droit, en application des articles 1792 à 1792-2, pendant dix ans à compter de la réception des travaux ou, en application de l'article 1792-3, jusqu'à l'expiration du délai visé à cet article.

### **10.4 - Garanties biennale de bon fonctionnement des éléments d'équipements**

Les éléments d'équipement de l'ouvrage n'entrant pas dans le champ de la garantie décennale font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée minimale de deux ans à compter de sa réception au sens de l'article 1792.3 du code civil.

### **10.5 - Garanties particulières**

#### **Garantie particulière des matériaux de type nouveau**

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant le délai fixé (garantie décennale), la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre.

Le titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

### **10.6 – Autres garanties particulières – Garantie contre les dommages causés aux tiers**

Le titulaire du marché garantit le pouvoir adjudicateur contre toute condamnation et toute indemnisation amiable consécutives aux dommages de toute nature causés par le titulaire ou ses sous-traitants aux tiers ou à leurs biens, par quelle que manière que ce soit, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sans que la décision de réception des travaux ni la signature du décompte général du marché, par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, ne puissent faire obstacle à cette garantie.

Ces dommages sont à la charge du titulaire sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités d'exécution résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Le bénéfice des dispositions du présent article est étendu au profit du pouvoir adjudicateur en sa qualité de propriétaire ou détenteur de biens avoisinant le lieu des travaux en cause.

### 11.1 - Pénalités pour retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée de 150 € (cent cinquante euros).

Le calendrier d'exécution joint au marché et établi pendant la période de préparation est formel et constitue un document contractuel. La marche des travaux devra donc être rigoureusement conforme à ses indications en ce qui concerne les délais intermédiaires ainsi que le délai global.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné selon les dispositions de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux.

### 11.2 - Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 11.3 – Autres pénalités spécifiques

#### 11.3.1 – Absence aux réunions de chantier ou de coordination

En cas d'absence à une réunion de chantier ou de coordination de sécurité, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire hors taxe fixée à 150 € HT (cent cinquante) par absence.

**Le fait de s'excuser de son absence ne dispense pas de l'application des pénalités.**

#### 11.3.2 – Retard aux réunions de chantier ou de coordination

Tout retard de l'entrepreneur à une réunion de chantier ou de coordination de sécurité à laquelle il aura été dûment convoqué, sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de 50 € HT

#### 11.3.3 – Défaut de nettoyage

Si le maître d'œuvre constate le défaut de nettoyage du chantier (locaux, circulation, espaces extérieurs, voies...) de la part d'un entrepreneur, une pénalité forfaitaire de 250 € (cent euros) par constat pourra être appliquée.

#### 11.3.4 – Gestion des déchets

Chaque titulaire doit enlever au fur et à mesure les déchets, détritiques, emballages relatifs à ses travaux.

Les déchets font l'objet d'un tri sélectif. Chaque entrepreneur est chargé du transport de ses déchets et gravats en point de collecte des déchets avec traçabilité et suivi conformément aux dispositions du décret n°2020-1817 du 29 décembre 2020, ainsi que le tri dans les conteneurs prévus à cet effet.

Chaque entrepreneur pourra subir une pénalité de 150 € (cent cinquante euros) par jour calendaire s'il n'observe pas l'ensemble des prescriptions dans un délai d'un jour après constatation par le maître de l'ouvrage.

Si l'enlèvement des gravats n'est pas réalisé par l'entreprise, le maître d'ouvrage se réserve le droit de les faire enlever par une autre entreprise aux frais de l'entreprise défaillante.

#### 11.3.5 – Retard dans la remise de document

En cas de non remise de documents dans les délais, le maître d'ouvrage pourra appliquer, indépendamment des pénalités ci-dessus, une pénalité de 150 € HT par jour calendaire de retard, jusqu'à la production effective et complète des documents demandés.

#### *11.3.6 – Repliement des installations et remise en état du chantier*

En cas de retard dans le repliement des installations et la remise en état du chantier, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 150€ HT par jour de retard.

#### *11.3.7 – Non-exécution des travaux liés à la réception des réserves*

En cas non-exécution des travaux liés à la réception des réserves, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 150€ par jour de retard.

#### *11.3.8 – Retard dans les documents à fournir après exécution*

En cas de non remise des documents à fournir après exécution (DOE, DIUO, bordereaux de suivi des déchets...) dans les délais prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage pourra appliquer indépendamment des autres pénalités, une pénalité forfaitaire de 500€ HT (cinq cent euros) sans mise en demeure préalable aux entreprises concernées, majorée d'une pénalité supplémentaire de 150€ HT (cent cinquante euros) par jour calendaire de retard, jusqu'à la production effective et complète des documents dûment certifiés par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

### **ARTICLE 12 : ASSURANCES**

---

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

### **ARTICLE 13 : RESILIATION DU CONTRAT**

---

#### **13.1- Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

#### **13.2- Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

#### **ARTICLE 14 : REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

---

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Poitiers est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **ARTICLE 15 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

---

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, en cas d'inexécution des travaux dus par le titulaire ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

#### **ARTICLE 16 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

---

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants :

Dérogations aux C.C.A.G.-Travaux :

L'article 1.4 du CCAP déroge aux articles 3.8.1 et 30 du CCAG-Travaux

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux

L'article 4.2 déroge à l'article 31.3 du CCAG-Travaux

L'article 5.1 déroge à l'article 13.4.2 du CCAG-Travaux

L'article 5.2 déroge à l'article 10.4 du CCAG-Travaux

L'article 6.3 du CCAP déroge à l'article 19.1.4 du CCAG-Travaux

L'article 9.3.2 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux

L'article 9.5.3 du CCAP déroge à l'article 31.6 du CCAG-Travaux

L'article 9.7.2 du CCAP déroge à l'article 41 du CCAG-Travaux

L'article 15 du CCAP déroge à l'article 48 du CCAG-Travaux

Le :

**Lu et approuvé  
(signature)**